

UNIVERSITE TOULOUSE I – SCIENCES SOCIALES

Master Droit International et Comparé

-

Master of International and Comparative Law

Présentation des enseignements

Présentation générale des différents cours du Master International et Comparé

Cours communs

3	
Les principes généraux du droit européen et international – J. MOLINIER	
4	
Les relations entre les normes européennes, internationales et nationales – S. PERUZZETTO	
5	
Droit et pratique de l'OMC – O. BLIN et H. KENFACK	7
Droit international privé – S. PERUZZETTO	
9	
Théorie et méthodologie du droit comparé – J. POUSSON et F. RUEDA	11
Common law – B. GALONNIER	
16	

Option personnes, famille, droits de l'homme

18	
Droit comparé des personnes et de la famille – J. POUSSON	
19	
Droit bioéthique – J. POUSSON, C. NEIRINCK et S. PARICARD-PRIOUX	20
Protection internationale de la personne – A. MARMISSE et L. CORBION	21
La personne : droit de l'homme et droit européen de la personne – B. de LAMY	
22	

Option contrat

24	
Droit des contrats – L. GROSCLAUDE	
25	
Contrat d'état et fiscalité des contrats – F. RUEDA	
26	
<i>Au choix :</i>	
Contrats internationaux – S. PERUZZETTO	
27	
Contrat de travail – A. POUSSON et professeur invité	30
Contracts in common law – E. RUBEN	31

Option régulation et concurrence

32

Droit de la concurrence et de la régulation – S. PERUZZETTO

33

Economie de la concurrence – G. MOLINS-YSAL

35

Gestion publique – F. RUEDA

36

Option affaires

37

Contrats internationaux – S. PERUZZETTO

38

Droit du marché intérieur – N. VALDEYRON

41

Au choix :

Droit social – M.-C. AMAUGER-LATTES

43

Droit des sociétés – M.-H. MONSERIE-BON

45

Droit de la propriété intellectuelle – J. LARRIEU

46

Droit fiscal international – B. PLAGNET

47

Business law :

. torts and trust – S. BEAULAC

49

. company law – J. JONES

51

Cours communs

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Les principes généraux du droit international et du droit européen

Enseignant, nom et profil : Joël MOLINIER, Professeur

Nombre d'heures : 15

Crédits : 5

Langue de cours: Français

Présentation générale du cours : le cours tend à mettre en évidence l'existence de principes généraux communs aux ordres juridiques, quelle que soit leur source : internationale, européenne (Conseil de l'Europe et Union européenne) et nationale

Thèmes abordés : v. plan du cours

Plan du cours

Introduction : La notion de principes généraux du droit
Les fonctions des principes généraux du droit

Chapitre I : La place des principes généraux dans l'ordre juridique international
Les doctrines « négatrices »
Les doctrines « réductrices »
Les doctrines « affirmatrices »

Chapitre II : La place des principes généraux dans l'ordre juridique européen
Le droit de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales
Le droit de l'Union européenne

Chapitre III : La diffusion des principes généraux entre les ordres juridiques
L'appropriation par le droit de l'Union de principes de droit international
L'appropriation par le droit de l'Union de principes de la CEDH
L'appropriation par le droit de l'Union de principes de droit national

Chapitre IV : Une problématique particulière : les principes internationaux et européens du droit des contrats
La nature des principes « Unidroit » et « Lando »
L'incidence des principes « Unidroit » et « Lando »

Bibliographie : chapitres des différents manuels de droit international et de droit européen consacrés aux principes généraux.

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

**Titre du cours : Les relations entre les normes européennes, internationales
et nationales**

Enseignant, nom et profil : Sylvaine POILLOT PERUZZETTO, Professeur Agrégé à l'Université de Toulouse 1, spécialiste de droit international privé et de droit de la concurrence en droit national et communautaire.

Nombre d'heures : 15 h

Crédits :

Langue du cours : français

Présentation générale du cours

Il s'agit de mettre en évidence les différentes hypothèses de confrontation entre les normes d'ordres juridiques différents (norme nationale et norme communautaire, 2 normes nationales, norme nationale et convention internationale, 2 conventions etc) et de rechercher les éléments de solution à ce conflit de normes.

Thèmes abordés :

La primauté du droit international, la primauté du droit communautaire, les règles conflictuelles, les règles d'applicabilité, le principe de reconnaissance, les conflits de convention.

Plan :

Introduction :

Les éléments de l'internormativité

Les acteurs de l'internormativité

Le contexte de la recherche de solution

I Les solutions en amont

1 La recherche de la négation du conflit par le droit matériel unifié

2 L'atténuation du conflit par l'harmonisation des législations

II Les solutions en aval

1 Les solutions fondées sur la hiérarchie induisant des relations verticales

la relation norme internationale/norme interne en droit français

la relation norme communautaire /norme d'un état membre

2 La variété des éléments de solution dans les relations horizontales

le cas général des relations entre normes d'ordres juridiques nationaux

le cas des relations entre normes nationales des Etats membres (hors harmonisation et dans le domaine harmonisé)

la relation entre la norme communautaire et la norme internationale

la relation entre la norme communautaire et la norme d'un état tiers
les conflits de conventions

Bibliographie :

- B. AUDIT, *Droit international privé*, Economica, 2000
H. BATIFFOL et P. LAGARDE, *Traité de droit international privé*, LGDJ, Tome 1, 1993
P. COURBE, *Droit international privé*, Armand Colin, coll. Compact droit, 2003
H. FULCHIRON et C. NOURISSAT, *Travaux dirigés de droit international privé*, Litec - Editions du Jurisclasseur, 2003
D. GUTMAN, *Droit international privé*, Dalloz, coll. Cours, 2004
D. HOLLEAUX, J. FOYER, G. de GEOUFFRE de LA PRADELLE, *Droit international privé*, Masson, 1987
Y LOUSSOUARN, P. BOUREL & P. de VAREILLES-SOMMIERES, *Droit international privé*, Précis Dalloz, 2004
P. MAYER et V. HEUZE, *Droit international privé*, Montchrestien, Précis Domat, 2004
T. VIGNAL *Droit international privé*, A. Colin 2005
J. COMBACAU, S. SUR *Droit international public*, Domat 6^{ème} ed 2004
M. FALLON, *Droit matériel général de l'Union européenne*, Bruylant 2002
C. BLUMANN et L. DUBOUIS, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, Litec 2004

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Droit et pratique de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Enseignant, nom et profil : O. BLIN et H. KENFACK

Nombre d'heures : 15

Crédits :

Langue de cours: Français

Présentation générale du cours :

I - THEME I : PRESENTATION GENERALE DE L'OMC:

- Le cadre juridique (institutionnel et matériel de l'OMC).
- Les activités de l'OMC : négociations et règlement des différends.

II – THEME II : LES RAPPORTS ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET L'OMC :

- Les rapports matériels : OMC et droit communautaire ; Europe et droit de l'OMC.
- Les rapports institutionnels : l'Europe et les négociations à l'OMC ; l'Europe et le règlement des différends à l'OMC.

III – THEME III : LE SYSTEME DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (SRD) A L'OMC :

- La procédure de règlement des différends : un système intégré ; un système contraignant.
- Le fonctionnement de la procédure : un système crédible ; un système perfectible.

IV – CRISES ET REFORMES DE L'OMC :

- La légitimité de l'OMC : une meilleure participation des PVD ; une transparence accrue ; un nécessaire contrôle démocratique.
- L'efficacité de l'OMC : l'efficacité interne ; l'efficacité externe.

Bibliographie sélective :

- O. BLIN, *L'Organisation mondiale du commerce*, Ellipses, Paris, 2^{ème} édition, 2004.
O. BLIN, « La Communauté européenne et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Droit matériel et institutionnel) », *Juris-Classeur Europe*, fascicule 2260, 2004.

- E. CANAL-FORGUES, *Le système de règlement des différends à l'OMC*, Bruylant, 2^{ème} édition, 2004.
- D. CARREAU et P. JUILLARD, *Droit international économique*, Précis Dalloz, Paris, 2^{ème} édition 2005.
- Th. FLORY, *L'Organisation mondiale du commerce. Droit institutionnel et substantiel*, Bruylant, Bruxelles, 1999.
- H. KENFACK, *Droit du commerce international*, Dalloz, coll. Mémentos, Paris, 2002.
- M. LICKOVA, *La Communauté européenne et le système GATT/OMC. Perspectives croisées*, Pedone, Cahiers du CERDIN n°25, 2005.
- D. LUFF, *Le droit de l'Organisation mondiale du commerce. Analyse critique*, Bruylant-LGDJ, Bruxelles-Paris, 2004.
- Rapport Sutherland*, « L'avenir de l'OMC. Relever les défis institutionnels du nouveau millénaire », Publication de l'OMC, décembre 2004.

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Droit international privé

Enseignant, nom et profil : Sylvaine POILLOT PERUZZETTO, Professeur Agrégé de l'Université de Toulouse 1, spécialiste en droit de la concurrence et droit international privé national et communautaire, membre d'un réseau européen de droit international privé

Nombre d'heures : 20h

Crédits :

Langue du cours : français

Présentation générale du cours : il s'agit de situer la méthode de droit international privé parmi les méthodes de résolution de conflits et de revenir sur les 3 questions du droit international privé, soit la loi applicable, le juge compétent et les effets des jugements étrangers; le cours tient compte de l'incidence du droit communautaire dans le droit international privé.

Thèmes abordés :

- les différents organes à l'international, les différentes normes, les différentes méthodes
- la norme applicable : la technique du droit matériel unifié
- la norme applicable : la technique conflictuelle
- l'incidence de la construction européenne
- l'organe compétent en cas de litige (hors arbitrage)
- la reconnaissance et l'exécution des jugements

Bibliographie :

Droit international privé

B. AUDIT, *Droit international privé*, Economica, 2000

H. BATIFFOL et P. LAGARDE, *Traité de droit international privé*, LGDJ, Tome 1, 1993

J.-G. COLLIER, *Conflict of laws*, Cambridge, third edition 2001

P. COURBE, *Droit international privé*, Armand Colin, coll. Compact droit, 2003

H. FULCHIRON et C. NOURISSAT, *Travaux dirigés de droit international privé*, Litec - Editions du Jurisclasseur, 2003

D. GUTMAN, *Droit international privé*, Dalloz, coll. Cours, 2004

D. HOLLEAUX, J. FOYER, G. de GEOUFFRE de LA PRADELLE, *Droit international privé*, Masson, 1987

Y LOUSSOUARN, P. BOUREL & P. de VAREILLES-SOMMIERES, *Droit international privé*, Précis Dalloz, 2004

P. MAYER et V. HEUZE, *Droit international privé*, Montchrestien, Précis Domat, 2004

T. VIGNAL *Droit international, privé* A. Colin 2005

Droit du commerce international

S. CHATILLON, *Droit des affaires internationales*, Vuibert, coll. Gestion internationale, 2002

L. D'ARCY, C. MURRAY, B. CLEAVE, C.M. SCHMITTHOFF, *Schmitthoff's export trade : The law and practice of international trade*, Sweet & Maxwell, 2000

J.H. DALHUISEN, *International, commercial, financial and trade law*, Oxford 2000

J.M. JACQUET et Ph. DELEBECQUE, *Droit du commerce international*, Dalloz, coll. Cours, 2002

Y. LOUSSOUARN et J.D. BREDIN, *Droit du commerce international*, Sirey, 1969

J.M. MOUSSERON, R. FABRE, J. RAYNARD, J.L. PIERRE, *Droit du commerce international : droit international de l'entreprise*, Litec, 2003

B. OPPETIT, *Droit du commerce international (textes et documents choisis)*, PUF, 1977

W. PISSOORT & P. SAERENS, *Initiation au droit commercial international*, De Boeck, 2004

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Théorie et méthodologie du droit comparé

Enseignant, nom, profil : Jacqueline POUSSON et Frédérique RUEDA

Nombres d'heures : 10h

Langue du cours : français

Présentation générale du cours :

Après avoir présenté dans une première partie les enjeux et les difficultés de la comparaison, il s'agira dans une deuxième partie de démontrer l'importance des différentes méthodes de droit comparé mais aussi leur relativité puisqu'elles dépendent des objets de la comparaison : macro-comparaison (familles de droit, systèmes juridiques, traditions juridiques), méso-comparaison (branches du droit), micro-comparaison (institutions, concepts) et des objectifs poursuivis : simple compréhension des traditions juridiques étrangères, recherche d'unification, d'harmonisation, de coopération ou justification d'un pluralisme juridique ordonné. En outre, il faut souligner dans un contexte de mondialisation du droit les nouvelles fonctions et dimensions du droit comparé. Ces objectifs sont poursuivis à la lueur de thèmes de droit privé : droit des personnes et de la famille, droit des contrats.

Thèmes abordés :

Première partie

Origine et définition de la comparaison; dangers de la comparaison; paradigmes et théories générales de la comparaison; cadre méthodologique de la comparaison.

Deuxième partie

– **1^{er} thème : La communicabilité entre les ordres juridiques** (macro et méso - comparaison). Les auteurs contemporains dénoncent le positivisme, les insuffisances et les lacunes des classifications de René David, de Zweigert et Kötz et recherchent de nouvelles systématisations impliquant de nouvelles approches plus dynamiques et pluridisciplinaires.

- 1^{er} sous-thème : Dialogue avec les traditions juridiques non-occidentales. Rapports des pays européens avec les droits coutumiers et religieux.
- 2^{ème} sous-thème : Mondialisation et répercussions sur les traditions juridiques occidentales.

– **2^{ème} thème : La circulation des institutions et des concepts juridiques de droit privé.**

- 1^{er} sous-thème : Le trust est-il transposable dans les traditions de civil law ?
- 2^{ème} sous-thème : Les concepts – les faux amis, les faux ennemis, les concepts intransposables et transsystémiques.

Plan :

Première partie :

Introduction générale

1 – Historique

2 – Définition de la comparaison : qu'est-ce que comparer ?

I – Les dangers auxquels se heurte la démarche comparative

1 – L'illusion de la transparence

2 – Le piège de la langue et du langage

3 – Le piège de la culture et de l'ethnocentrisme

II – Le cadre théorique de la comparaison

1 – Les grands paradigmes de la pensée comparative

2 – Les théories générales de la comparaison dans les sciences sociales et les écoles comparatives qu'elles ont engendré

III – Le cadre méthodologique de la comparaison

1 – Comment construire l'objet de la recherche : que comparer ?

2 – Comment comparer ?

3 – Comment interpréter les résultats de la comparaison ?

Deuxième partie :

1^{er} Thème : Communicabilité entre les ordres juridiques (macro-méso-comparaison)

I – Rapports des pays européens avec les droits coutumiers et religieux (Droit des personnes et de la famille) :

A) La réception des droits occidentaux en Afrique du Sud et en Afrique noire francophone (légal transplant) et comparaison entre des pays colonisés par des pays européens de traditions différentes.

B) Rapports des droits européens avec le droit musulman des personnes et de la famille.

– Réactions différentes des droits européens – Techniques diverses.

– Lien entre le droit comparé et le droit international privé.

II – La mondialisation et les répercussions sur les traditions juridiques occidentales.

A) La place du droit comparé dans les stratégies à adopter face à la mondialisation (Nouvelles fonctions – dimensions du droit comparé)

1) Harmonisation internationale et droit comparé - ex : Convention de Vienne.

2) Droit européen, communautaire et droit comparé.

a) droit des contrats : intégration (degrés)

- directive sur les clauses abusives : rôle du droit comparé en amont et en aval.
 - directive sur les ventes de biens de consommation et la réforme allemande du droit des obligations ayant elle-même des influences sur le Jus Commune ?
 - principes Unidroit –européens
 - rôle du droit comparé dans l'élaboration et l'interprétation des principes.
- b) droit de la famille : degré d'intégration plus faible mais osmose des modèles familiaux ?
- B) La vitalité des familles romano-germaniques existe-t-elle face à la Common Law ?

2^{ème} thème : La circulation des institutions et des concepts juridiques de droit privé (micro-comparaison).

I – Institutions

L'exemple du Trust anglo-saxon

II – Les concepts

A) Les faux-amis : des significations différentes malgré une similitude apparente.

Trois exemples :

- 1) Acte juridique – Rechtsgeschäft.
- 2) Bonnes mœurs, Bonne Foi, Ordre Public.
- 3) Résolution – Nullité

B) Les faux ennemis

Deux exemples :

- 1) Des interprétations voisines malgré des différences initiales.
 - Right of privacy – vie privée (CEDH)
 - Wrongful life et jurisprudence Perruche
- 2) Des solutions identiques malgré des

}	concepts différents
}	principes différents
	voy. la Vente

C) Les concepts autonomes intransposables ou devenant transsystémiques

- 1) Considération : concept spécifique intransposable.
- 2) Concepts transsystémiques
 - Bonne foi (droit allemand)
 - Raisonnable (droit anglais et droit transnational)
 - Mitigation – Hardship – estoppel et droit transnational

Bibliographie :

1^{er} thème – Communicabilité entre les ordres –

Généralités

A. WALD, «Doit-on repenser les familles juridiques ? »

Mélanges Blanc-Jouvan, 2005, p. 187

C. VIGOUR, *La comparaison dans les sciences sociales, Pratiques et Méthodes*, la Découverte, p. 36

- R. LEGEAIS, *Les grands systèmes de droit contemporain*, Litec, 2004, p. 229, p. 81, p.229
- C. DELYIANNI – DIMITRAKOV, «Les mutations des prémisses philosophiques du droit comparé»- *Mélanges Blanc-Jouvan*, p. 26
- M.-C. PONTHEOREAU, «Le droit comparé en questions : entre pragmatisme et outil épistémologique», *RIDC*, 2005, n° 01, p. 8
- B. JALUZOT, « Méthodologie du droit comparé », Bilan et prospective- *Rev. int. dr. comp.* 2005, n° 1, p. 46 (approches évolutionniste – positiviste – culturelle, sociologique)
- G. MONATERI, «Critique et différence : le droit comparé en Italie », in *L'avenir du droit comparé*, Soc. Lég. Comparée, 2000, p. 263 (Les classifications des familles sont relatives et politiques).
- Y. BELL, « Le droit comparé au Royaume-Uni ». *L'avenir du droit comparé*, p. 290 (peu d'intérêt pour les systèmes juridiques mais développement de la **théorie** du droit comparé : étude de l'épistémologie du droit).
- R. SACCO, in *L'avenir du droit comparé* p. 338
- J. HUSA, « Classification of legal families, today is it time for a memorial hymn ?, *Rev. int. dr. comp.*, 2004, n° 1, p. 11 (Western – Non Western - Hybrid)
- H.P. GLENN, «La tradition juridique», *Rev. int. dr. comp.*, 2003, p. 264.

Bibliographie des deux sous - thèmes

I – Rapports des pays européens avec les droits coutumiers et religieux.

- Voy. note M. THIOYE « Part respective de la tradition et de la modernité dans les droits de la famille des pays d'Afrique noire francophone », *Rev. int dr. comp.*, 2005, n° 2, p. 345.
- V.V. PALMER, «From Leretholi to Lando : some examples of comparative Law methodology "Mélanges Blanc-Jouvan, p. 130.
- Semi AL DEEB et A. BONOMI, *Le droit musulman de la famille et des successions à l'épreuve des ordres juridiques occidentaux*, Zurich, 1999.

II – Mondialisation et répercussions sur les traditions juridiques occidentales

A) Mondialisation – stratégies

- E. LOQUIN et C. KESSEDJIAN, *La mondialisation du droit*, Litec, 2000.
- M. DELMAS-MARTY : *Critique de l'intégration normative*, PUF, 2004, p. 27
- G. A. BERMAN, « Le droit comparé et le droit international : alliés ou ennemis », *RIDC* 2003 – 3, p. 519
- B. FAUVARQUE-COSSON, « Le droit comparé, art d'agrément en entreprise stratégique », *Mélanges Blanc-Jouvan*, p. 69 ; « L'enseignement du droit comparé », *RIDC* 2002 – 2 , p. 294.
- L. IDOT, « Droit communautaire et droit comparé », brèves observations sur une rencontre indispensable ». *Mélanges Blanc-Jouvan*, p. 282.

B)

- Bl. MALLET-BRICOURT, « ...propos sur l'efficacité des systèmes de droit civil », *R.I.D.C.*, 2004, n° 4, p. 865.
- G. CANIVET, «La convergence des systèmes juridiques du point de vue du droit privé français », *RIDC* 2003, n° 1, p. 7.

G. CANIVET « La convergence des systèmes juridiques par l'action du juge » *Mélanges Blanc-Jouvan*, p. 11

F. ZENATI, « L'évolution des sources du droit dans les pays de droit civil », *D* 2002, p. 15

Voyez LEGAIS, *Grands systèmes de droit contemporain*, p. 123

J.-P. COSTA, « Concepts juridiques dans la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme : de l'influence des différentes traditions nationales », *Rev. trim. dr. homme* 2004, n° 57, p. 103.

2^{ème} thème – Bibliographie des sous - thèmes

I – Institutions

Trust

M. DELMAS-MARTY : "L'intégration normative", *op. cit.* p. 139

A. GAMBARO, « Sur la circulation du modèle du trust », *Mélanges Blanc-Jouvan*

II – Concepts – ouvrages

O. MORÉTEAU, *Droit anglais des affaires*, Dalloz, 2000.

M. FROMONT, *Droit allemand des affaires*, Monchrétien, 2001

Acte juridique et Rechtsgeschäft.

R. SACCO, « Deux voisins qui s'ignorent », *Mélanges Blanc-Jouvan*, p. 647

Right of privacy américain

M. DECKER, « Aspects internes et internationaux de la protection de la vie privée en droit français, allemand et anglais », *Presses universitaires d'Aix-Marseille*, 2002.

« La liberté personnelle ; une autre conception de la liberté ? », Colloque organisé par le Centre d'études et de recherches constitutionnelles et politiques sous la direction du Président Henri ROUSSILLON et X. BIOY, 17 mai 2005, Toulouse

**MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen**

Titre du cours : Common law

Enseignant, nom et profil : Bernard GALONNIER, maître de conférences en anglais

Nombre d'heures : 30

Crédits : 3

Langue du cours : Anglais

Présentation générale du cours : Introduction au système juridique anglais

Thèmes abordés : *Common law*, *Equity*, Les Tribunaux, Le Raisonnement Juridique, Les Concepts Fondamentaux du Droit des Contrats

Plan détaillé : LE SYSTEME JURIDIQUE ANGLAIS

Les sources du droit anglais

La *common law*, la jurisprudence, les precedents, les jugements

Les principes d' *Equity*

Les textes législatifs

Le raisonnement juridique

Les précédents, le raisonnement analogique, *ratio decidendi* et *obiter dictum*, règles d'interprétation, multiplicité des *opinions*

La hiérarchie des tribunaux

Les professions juridiques

Juges professionnels et non professionnels

Barristers et *solicitors*

Droit pénal

Le système accusatoire

Concepts spécifiques du droit anglais des contrats

Les voies de recours en *common law* et en *equity*

Invitation to treat

Consideration

Les diverses sortes de *damages*

Bibliographie :

Frison Danièle, *L'anglais juridique*

James Philip, *Introduction to English Law*
Moreteau Olivier, *Droit anglais des affaires*
Kinder-Gest Patricia, *Droit anglais* (l'ouvrage est en anglais)
Peruzzetto Sylvaine, *Procédure civile anglaise*

Option personne / famille

**MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen**

Titre du cours : droit comparé des personnes et de la famille

Enseignant, nom, profil : Jacqueline POUSSON

Nombres d'heures : 10h

Crédit d'heures :

Langue du cours : français

Présentation générale du cours : Le cours traite du couple en droit comparé après une introduction sur les principes fondamentaux du droit des personnes et de la famille dans les différents pays européens et l'altération actuelle de ces principes (Différence des sexes – indisponibilité de l'état des personnes – inviolabilité du corps humain).

Thèmes abordés : trois thèmes

- 1) L'institutionnalisation du couple non marié : les différents partenariats et les statuts du concubinage « sauvage »
- 2) La crise du couple et la rupture
- 3) Les variantes de couple : le couple incestueux, le couple parental

**MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen**

Titre du cours : Droit bioéthique

Enseignant, nom, profil : Jacqueline POUSSON, Claire NEIRINCK et Sophie PARICARD-PRIOUX

Nombres d'heures : 20 h

Crédit d'heures :

Langue du cours : français

Présentation générale du cours : Le cours est axé sur les dispositions européennes, étrangères et françaises relatives à la recherche.

Thèmes abordés :

- Rôle des Comités éthiques, CCPPRB, Comités de protection des personnes etc - dans les pays européens
- Recherche génétique, sur les cellules souches embryonnaires- Problèmes posés par les collections d'échantillons biologiques et par les recherches internationales
- Consentement libre et éclairé des incapables

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Protection internationale de la personne

Enseignants, nom et profil : Anne MARMISSE - d'ABBADIE d'ARRAST, Maître de conférences – Université Toulouse I

- Domaine de spécialisation : Droit international privé.
- Domaine de recherche privilégié : droit international privé communautaire et Lyette CORBION, Maître de conférences – Université Toulouse I

Nombre d'heures : 10 h (tronc commun avec le Master 2 Personnes - Famille) + 5 h.

Crédits :

Langue du cours : français

Présentation générale du cours :

Le cours s'organisera autour de la thématique générale qu'est la protection internationale de l'enfant. Seront envisagées les règles de conflits de juridictions et les règles de conflits de lois en mettant l'accent sur les textes internationaux régissant la matière. Des cas pratiques permettront de rendre plus concrètes les questions présentées.

Thèmes abordés :

Deux questions principales :

1/ L'adoption internationale

2/ Le déplacement illicite d'enfant dans le cadre des procédures de divorce ou des contentieux familiaux

Plan : organisation autour de la présentation :

- juridiction compétente
- loi applicable
- cas pratiques d'application

Bibliographie :

Quelques suggestions, une liste plus détaillée sera donnée en cours.

- B. Audit, *Droit international privé*, Economica
- P. Mayer, V. Heuzé, *Droit international privé*, Montchrestien
- D. Gutmann, *Droit international privé*, Cours chez Dalloz
- Les enlèvements internationaux d'enfants, F. Monéger, *JCP* 1992, Doct. p. 353
- L'adoption, J. Foyer, *Rép. Internat. Dalloz*,

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

**Titre du cours : Droit européen des droits de l'homme
et droit des personnes et de la famille**

Enseignant : Bertrand de LAMY, Professeur de Droit privé

Nombre d'heures : 10 heures

Crédits :

Langue du cours : français

Présentation générale du cours : Etude de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de droit des personnes et de droit de la famille en soulignant, notamment, la façon dont elle se construit. Il s'agit, d'une part, de cerner les conceptions du juge européen dans les domaines d'étude retenus et, d'autre part, de s'intéresser à l'influence de cette jurisprudence sur le droit national, en tentant également d'apprécier la manière dont le juge européen appréhende et tient compte des droits internes.

Thèmes abordés : Convention européenne des droits de l'homme – interprétation – droit à la vie – droit à la vie privée – droit à la vie familiale – marge d'appréciation des Etats – notions autonomes.

Plan :

I- LE DROIT A LA VIE

A- Les obligations de l'Etat

B- Les titulaires de ce droit

- 1) Le droit à la vie : la question du fœtus
- 2) Le droit à la fin de vie : l'euthanasie

II- LE DROIT A LA VIE PRIVEE

A- Le droit à l'identité

- 1) Le droit à l'identité civile
- 2) Le droit à l'identité sexuelle
 - a) Le droit à la liberté sexuelle
 - b) Le transsexualisme
 - c) L'homosexualité

B- Le droit à l'intimité

- 1) La protection des données personnelles
- 2) La protection de l'image et de la réputation

C- Le droit à l'épanouissement

III- LE DROIT A LA VIE FAMILIALE

A- Définition de la famille

B- L'égalité dans la famille

- 1) égalité des époux

- 2) égalité des filiations
- C- Droit au mariage**
- D- Droits parentaux et autorité parentale**
- E- Droit à la vie familiale des étrangers**

Bibliographie :

- R Cabrillac, MA Frison-Roche et Th Revet (sous la direction) : *Libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, 11^{ème} édition, 2005
- F. Vasseur-Lambry, *La famille et la Convention européenne des droits de l'homme*, L'Harmattan, 2000
- JP Marguénaud, *Convention européenne des droits de l'homme et droit privé*, La documentation française, 2001
- A. Debet, *L'influence de la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit civil*, Dalloz, Nouvelle bibliothèque des thèses, 2002
- JF. Renucci, *Droit européen des droits de l'homme*, LGDJ, 2^{ème} éd, 2001
- F. Sudre, *Droit européen et international des droits de l'homme*, Puf, 6^{ème} éd, 2003
- F. Sudre, JP Marguénaud, J. Andriantsimbazovina, A Gouttzenoire et M. Levinet, *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, PUF, 2eme ed, 2004
- JL Charrier, *Code de la Convention européenne des droits de l'homme*, Lexisnexis, Juriscode, 2005
- Chronique de jurisprudence in : *Recueil Dalloz*, sous direction JF. Renucci – *JCP G* par F. Sudre – *RTDCiv* par JP Marguénaud.

Option contrats

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Droit des contrats

Enseignant, nom et profil : S. PERUZZETTO, Professeur agrégé de Droit privé, et M. ATTAL, Docteur en droit

Nombre d'heures : 10 heures

Crédits :

Langue du cours : anglais

Présentation générale du cours :

Il s'agit de présenter l'ensemble des sources internationales, européennes, communautaires, nationales du droit des contrats, ainsi que les normes proposées par la lex mercatoria et finalement la société civile.

Il s'agit de déterminer la portée de chacune de ces sources, son degré d'impérativité, le fondement de son applicabilité et le lien d'exclusion ou de combinaison aux autres sources.

Thèmes abordés :

- convention internationales de droit matériel
- Unidroit, CCI
- Principes européens du droit des contrats...

Plan :

Bibliographie :

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

**Titre du cours : Evolution des moyens d'action de l'Etat :
contrats d'Etat, partenariats public/privé et fiscalité comparés**

Enseignant, nom et profil : Frédérique RUEDA, Professeur agrégé de Droit public, Université Toulouse I

Nombre d'heures : 10

Crédits :

Langue du cours : anglais

Présentation générale du cours : Ce cours a pour objectif de présenter les principaux moyens d'action publique dont disposent aujourd'hui les Etats, dans une approche comparative. On constate en effet que les Etats tendent à adopter de moins en moins souvent une approche purement "verticale" dans leur action, pour coopérer de plus en plus avec les opérateurs privés, dans une perspective davantage axée sur le partenariat.

Thèmes abordés :

- Développement de la contractualisation comme moyen d'action de l'Etat
- Les partenariats public-privé : expériences étrangères, traduction française
- L'évolution de la fiscalité comme moyen d'action de l'Etat

Plan :

Le cours sera présenté sous forme de séminaires structurés autour de thèmes transversaux.

Bibliographie indicative (une bibliographie plus complète sera proposée en début de cours) :
B. DU MARAIS, *Droit public de la régulation économique*, Presses de Science Po & Dalloz, Paris, 2004, 602 p.

S. LEMAIRE, *Les contrats internationaux de l'Administration*, LGDJ, Bibliothèque de Droit privé, Paris, 2005, 426 p.

B. MONTEBAULT, "La stabilisation des contrats d'Etat à travers l'exemple des contrats pétroliers : le retour des dieux de l'Olympe ?", *Revue de Droit des Affaires Internationales* 2003, n°6, p.593-643

Perri 6, J. Kendall (eds.), *The Contract Culture in Public Services, Studies from Britain, Europe and USA*, Ashgate Publishing Company, Brookfield, 1997, 216 p.

S. TROSA, *Quand l'Etat s'engage, la démarche s'engage*, Éditions d'Organisation, Paris, 1999, 351 p.

P. VAILLANCOURT ROSENEAU (ed.), *Public-Private Policy Partnership*. Cambridge, MIT Press, 2000, 256 p.

L.C. WALTER, E.H. BRADLEY, Elizabeth H. et T. WETLE (eds.), *Public and Private Responsibilities in Long-Term Care – Finding the Balance*, John Hopkins University Press, Baltimore, 1998, 206 p.

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Contrats internationaux

Enseignant, nom et profil : Sylvaine POILLOT PERUZZETTO, Professeur agrégé, Université de Toulouse 1, spécialisée en droit de la concurrence et en droit international privé de source communautaire et interne, membre d'un réseau européen de droit international privé

Nombre d'heures : 10h

Crédits : 3

Langue du cours : langue française avec les équivalents en anglais

Présentation générale du cours :

Il s'agit de déterminer les questions spécifiques posées par les contrats internationaux

Thèmes abordés :

- les différents outils de détermination de la loi applicable au contrat : technique de droit international privé, technique communautaire de la reconnaissance et la question de la limite de l'autonomie de la volonté
- les différents outils de détermination du juge compétent et l'arbitrage international et la question de la limite de l'autonomie de la volonté
- l'exemple du contrat international de vente de marchandises
- l'exemple du contrat international de transfert de technologie
- l'exemple du contrat international de distribution

Plan :

Introduction

I Les méthodes de détermination de la norme applicable et de l'organe compétent

A La loi applicable aux contrats internationaux

Les différentes méthodes de détermination de la loi applicable

1 Droit international privé

2 Droit communautaire « classique »

3 L'interaction des normes CCI, des principes Unidroit, de la *lex mercatoria*

B L'organe compétent en cas de litige relatif à un contrat international

1 Détermination du juge compétent (règlement 44)

2 Arbitrage international

II Exemples de différents contrats internationaux

A Le contrat de vente international de marchandises

1 Les différentes normes applicables

2 La détermination de la loi applicable et le lien entre les différentes normes

3 les solutions de la convention de Vienne

4 La détermination du juge compétent en cas de litige

B Le contrat de transfert de technologie

- 1 Les différentes normes applicables
- 2 La détermination de la loi applicable et du juge compétent
- 3 Les questions posées par le droit de la concurrence

C Les contrats internationaux de distribution et d'agence

- 1 Les contrats de distribution
 - a) Les normes applicables
 - b) Le juge compétent en cas de litige
- 2 Le contrat d'agence commerciale
 - a) Les normes applicables
 - b) Le juge compétent en cas de litige

Bibliographie :

En droit international privé

- B. AUDIT, *Droit international privé*, Economica, 2000
- H. BATIFFOL et P. LAGARDE, *Traité de droit international privé*, LGDJ, Tome 1, 1993
- P. COURBE, *Droit international privé*, Armand Colin, coll. Compact droit, 2003
- D. GUTMAN, *Droit international privé*, Dalloz, coll. Cours, 2002
- Y. LOUSSOUARN et P. BOUREL, de VAREILLES SOMMIERES *Droit international privé*, Précis Dalloz, 2004
- P. MAYER et V. HEUZE, *Droit international privé*, Montchrestien, Précis Domat, 2004
- F. MONEGER, *Droit international privé*, Litec - Editions du Jurisclasseur, 2005
- H. FULCHIRON et C. NOURISSAT *Travaux dirigés de droit international privé*, Litec – Editions du jurisclasseur 2003
- B. ANCEL et Y. LEQUETTE, *Les grands arrêts de la jurisprudence française de droit international privé*, Dalloz, 2001
- J.G. COLLIER *Conflict of laws*, Cambridge 2001

En Droit du commerce international

- B. AUDIT, *La vente internationale des marchandises. Commentaire de la Convention des Nations Unies du 11 avril 1980*, LGDJ, 1990
- S. CHATILLON, *Droit des affaires internationales*, Vuibert, 2002
- Y. DERAIS et J. GHESTAIN (dir.), *La convention de Vienne sur la vente internationale et les incoterms : actes du colloque des 1er & 2 décembre 1989*, LGDJ, 1990
- R. DAVID, *Le droit du commerce international : réflexions d'un comparatiste sur le droit international privé*, Economica, 1987
- M. DUBISSON, *Les accords de coopération dans le commerce international*, Lamy, 1989
- J. DELACOLLETTE, *Les contrats de commerce internationaux*, De Boeck, 1996
- F. EISEMANN, C. BONTOUX, M. ROWE, *Le crédit documentaire dans le commerce extérieur : commentaire, réglementation uniforme internationale et formules normalisées*, JUPITER, 1985
- P.A. GOURION, G. PEYRARD, *Droit du commerce international*, LGDJ, coll. Systèmes, 2001
- J.M. JACQUET et Ph. DELEBECQUE, *Droit du commerce international*, Dalloz, coll. Cours, 2002

- JADAUT B. , PLAISANT R., *Droit du commerce international*, Mémentos Dalloz, 1991 (épuisé)
- H. KENFACK *Droit du commerce international*, Memento Dalloz 2002
- J.M. MOUSSERON, R. FABRE, J. RAYNARD, J.L. PIERRE, *Droit du commerce international : droit international de l'entreprise*, Litec, 2003
- B. OPPETIT, *Droit du commerce international*, PUF, 1977
- C. LEBEN, *Le droit international des affaires*, PUF, 2003
- L. D'ARCY, C. MURRAY, B. CLEAVE, C.M. SCHMITTHOFF, *Schmitthoff's export trade : The law and practice of international trade*, Sweet & Maxwell, 2000
- *Lamy - Contrats internationaux* (direction H. LESGUILLONS)
- *Dossiers internationaux*, Francis Lefebvre

En droit économique (contrats de distribution et de transfert de technologie)
Lamy droit économique 2005

**MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen**

Titre du cours : Contrat de travail

Enseignant, nom et profil : A. POUSSON et professeur invité

Nombre d'heures : 10 h.

Crédits :

Langue du cours : français

Présentation générale du cours :

Thèmes abordés :

Plan :

Bibliographie :

**MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen**

Titre du cours : Contract in common law

Enseignant, nom et profil : Eira RUBEN, Hertforshire University

Nombre d'heures : 15h

Crédits : 3

Langue du cours : langue anglaise

Présentation générale du cours : cours magistraux, travaux pratiques, power point presentations

Thèmes abordés : Principes généraux, accord, consideration, vices du consentement

Plan : Offer/acceptance, TP, Consideration, TP, Exclusion Clauses, TP, Mistake and Misrepresentation, TP

Bibliographie :

McKendrick: *Contract Law, Text, Cases and Materials*, Oxford 2005

Option regulation et concurrence

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Droit de la concurrence et de la régulation

Enseignant : Sylvaine POILLOT PERUZZETTO, Professeur agrégé de droit privé

Nombre d'heures : 20 heures

Crédits :

Langue du cours : anglais

Présentation générale du cours : le cours présente le droit de la concurrence, essentiellement mais non exclusivement le droit communautaire de la concurrence. Il aborde les questions de droit substantiel (ententes, abus de position dominante, concentrations, aides d'état, législation nationale, régulation) mais également de droit procédural et institutionnel dans la mise en œuvre des règles de concurrence tant par les organes nationaux (autorités nationales et juges nationaux) que par la Commission.

Thèmes abordés : politique de concurrence, ententes, abus de position dominante, concentrations, aides d'état, législations nationales

Plan :

Introduction

- 1 Concept of competition
- 2 From competition to competition law
- 3 History of competition law
- 4 Functions of competition law in the EEC
- 5 Sources of EEC competition law
- 6 Scope of EEC competition law
- 7 Conflict of laws and jurisdictions
- 8 Main concepts in EEC competition law

I Cartels

- 1 Principle of prohibition
- 2 Exemption
- 3 Rule of reason in article 81 ?

II Abuse of dominant position

- 1 Dominant position
- 2 Abuse

III Procedures for cartels and abuse of dominant position)

- 1 The new organization
- 2 Enforcement by the commission
- 3 Enforcement by national bodies
- 4 Conflict of laws, conflict of authorities

IV Mergers

- 1 The reasons for merger control
- 2 Definition of the EEC merger
- 3 Obligation to notify
- 4 Test of compatibility
- 5 Procedure
- 6 Community and national control
- 7 Joint ventures

VI The states and competition policy

- 1 Public undertakings
- 2 States and cartels and abuse of dominant position (articles 10, 81, 82, 28)
- 3 State aids

VII Regulation

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Economie de la concurrence

Enseignant, nom et profil : Georges MOLINS-YSAL, Professeur d'Economie à l'Université Toulouse I

Nombre d'heures : 15

Crédits :

Langue du cours : anglaise

Présentation générale du cours : Approche économique des décisions des autorités de concurrence en matière d'antitrust

Thèmes abordés : Typologie des marchés et concepts théoriques de base ; concurrence effective et pouvoir de marché ; politique de concurrence américaine et politique de concurrence européenne

Plan :

- I Théorie des marchés
- II Le pouvoir de marché
- III La politique de concurrence aux Etats Unis
- IV la politique de concurrence en Europe

Bibliographie :

- S. Bishop and M. Walker The economic of EC competition law Sweet and Maxwell 2002
- R.H. Bork The antitrust paradox NY The first Press 1993
- K.N. Hylton Antitrust law Cambridge University Press 2003
- M. Motta Competition policy Cambridge University press 2004

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Gestion publique comparée

Enseignant, nom et profil : Frédérique RUEDA, Professeur agrégé de Droit public, Université Toulouse I

Nombre d'heures : 10

Crédits :

Langue du cours : anglais

Présentation générale du cours :

Ce cours a pour but de présenter la manière dont la gestion des personnes publiques s'est transformée au cours des vingt-cinq dernières années, d'abord dans les pays anglo-saxons, puis en Europe, puis en France, sous l'influence de modèles issus du secteur privé. Cette transformation touche les modes de fonctionnement des administrations (au sens large), avec l'introduction de la notion de performance, mais aussi ses modes de gestion financière.

Thèmes abordés :

- La notion de "gouvernance" et ses manifestations
- Les conceptions concurrentes de l'action publique
- L'idée de "gestion par la performance" : naissance et manifestations
- Les réformes des finances publiques en Europe

Plan :

Le cours sera organisé sous forme de séminaires thématiques.

Bibliographie indicative (une bibliographie plus complète sera proposée en début de cours) :

Flora P. & Heidenheimer A., *The development of Welfare States in Europe and America*, Transaction Books, 1991

Gaudin J.-P., *Pourquoi la gouvernance ?*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002

Grémion C. et Fraisse R. (dir.), *Le service public en recherche : quelle modernisation ?*, La Documentation Française, Paris, 1996

Maor M. & Lane J.-E., *Comparative public administration*, Ashgate, Dartmouth, 1999

Mény Y., Muller P. et Quermonne J.-L., *Politiques publiques en Europe*, L'Harmattan, Paris, 1995

Newton K. & Sharpe L.J., *Does politics patters ? The determinants of public policy*, Clarendon Press, 1984

Rhodes R., *Understanding governance*, Oxford University Press, Buckingham, 1997

Rui S., Ollivier-Trigalo M., Fourniau J.-M., *Evaluer, débattre ou négocier l'utilité publique ?*, INRETS, Paris, 2001

Option affaires

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Contrats internationaux

Enseignant, nom et profil : Sylvaine POILLOT PERUZZETTO, Professeur agrégé, Université de Toulouse 1, spécialisée en droit de la concurrence et en droit international privé de source communautaire et interne, membre d'un réseau européen de droit international privé

Nombre d'heures : 10h

Crédits : 3

Langue du cours : langue française avec les équivalents en anglais

Présentation générale du cours :

Il s'agit de déterminer les questions spécifiques posées par les contrats internationaux

Thèmes abordés :

- les différents outils de détermination de la loi applicable au contrat : technique de droit international privé, technique communautaire de la reconnaissance et la question de la limite de l'autonomie de la volonté
- les différents outils de détermination du juge compétent et l'arbitrage international et la question de la limite de l'autonomie de la volonté
- l'exemple du contrat international de vente de marchandises
- l'exemple du contrat international de transfert de technologie
- l'exemple du contrat international de distribution

Plan :

Introduction

I Les méthodes de détermination de la norme applicable et de l'organe compétent

A La loi applicable aux contrats internationaux

Les différentes méthodes de détermination de la loi applicable

1 Droit international privé

2 Droit communautaire « classique »

3 L'interaction des normes CCI, des principes Unidroit, de la *lex mercatoria*

B L'organe compétent en cas de litige relatif à un contrat international

1 Détermination du juge compétent (règlement 44)

2 Arbitrage international

II Exemples de différents contrats internationaux

A Le contrat de vente international de marchandises

1 Les différentes normes applicables

2 La détermination de la loi applicable et le lien entre les différentes normes

3 les solutions de la convention de Vienne

4 La détermination du juge compétent en cas de litige

B Le contrat de transfert de technologie

- 1 Les différentes normes applicables
- 2 La détermination de la loi applicable et du juge compétent
- 3 Les questions posées par le droit de la concurrence

C Les contrats internationaux de distribution et d'agence

- 1 Les contrats de distribution
 - a) Les normes applicables
 - b) Le juge compétent en cas de litige
- 2 Le contrat d'agence commerciale
 - a) Les normes applicables
 - b) Le juge compétent en cas de litige
- 2 Le contrat d'agence commerciale
 - a) Les normes applicables
 - b) Le juge compétent en cas de litige

Bibliographie :

En droit international privé

- B. AUDIT, *Droit international privé*, Economica, 2000
- H. BATIFFOL et P. LAGARDE, *Traité de droit international privé*, LGDJ, Tome 1, 1993
- P. COURBE, *Droit international privé*, Armand Colin, coll. Compact droit, 2003
- D. GUTMAN, *Droit international privé*, Dalloz, coll. Cours, 2002
- Y LOUSSOUARN et P. BOUREL, de VAREILLES SOMMIERES *Droit international privé*, Précis Dalloz, 2004
- P. MAYER et V. HEUZE, *Droit international privé*, Montchrestien, Précis Domat, 2004
- F. MONEGER, *Droit international privé*, Litec - Editions du Jurisclasseur, 2005
- H. FULCHIRON et C. NOURISSAT *Travaux dirigés de droit international privé*, Litec – Editions du juriste 2003
- B. ANCEL et Y LEQUETTE, *Les grands arrêts de la jurisprudence française de droit international privé*, Dalloz, 2001
- J.G. COLLIER *Conflict of laws*, Cambridge 2001

En Droit du commerce international

- B. AUDIT, *La vente internationale des marchandises. Commentaire de la Convention des Nations Unies du 11 avril 1980*, LGDJ, 1990
- S. CHATILLON, *Droit des affaires internationales*, Vuibert, 2002
- Y. DERAIS et J. GHESTAIN (dir.), *La convention de Vienne sur la vente internationale et les incoterms : actes du colloque des 1er & 2 décembre 1989*, LGDJ, 1990
- R. DAVID, *Le droit du commerce international : réflexions d'un comparatiste sur le droit international privé*, Economica, 1987
- M. DUBISSON, *Les accords de coopération dans le commerce international*, Lamy, 1989
- J. DELACOLLETTE, *Les contrats de commerce internationaux*, De Boeck, 1996
- F. EISEMANN, C. BONTOUX, M. ROWE, *Le crédit documentaire dans le commerce extérieur : commentaire, réglementation uniforme internationale et formules normalisées*, JUPITER, 1985
- P.A. GOURION, G. PEYRARD, *Droit du commerce international*, LGDJ, coll. Systèmes, 2001
- J.M. JACQUET et Ph. DELEBECQUE, *Droit du commerce international*, Dalloz, coll. Cours, 2002

- JADAUT B. , PLAISANT R., *Droit du commerce international*, Mémentos Dalloz, 1991 (épuisé)
- H. KENFACK *Droit du commerce international*, Memento Dalloz 2002
- J.M. MOUSSERON, R. FABRE, J. RAYNARD, J.L. PIERRE, *Droit du commerce international : droit international de l'entreprise*, Litec, 2003
- B. OPPETIT, *Droit du commerce international*, PUF, 1977
- C. LEBEN, *Le droit international des affaires*, PUF, 2003
- L. D'ARCY, C. MURRAY, B. CLEAVE, C.M. SCHMITTHOFF, *Schmitthoff's export trade : The law and practice of international trade*, Sweet & Maxwell, 2000
- *Lamy - Contrats internationaux* (direction H. LESGUILLONS)
- *Dossiers internationaux*, Francis Lefebvre

En droit économique (contrats de distribution et de transfert de technologie)
Lamy droit économique 2005

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE In Master droit International et Européen

Titre du cours : Marché intérieur

Enseignant, nom et profil : Nathalie VALDEYRON, Maître de Conférences (droit public)

Nombre d'heures : 15 heures

Crédits : 15 ECTS

Langue du cours : française

Présentation générale du cours :

Le cours porte sur le marché intérieur, c'est-à-dire la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux. Il est donné sous forme de séminaires d'une durée de trois heures et est conçu pour favoriser une participation active des étudiants.

Une préparation personnelle importante (et variable en fonction des acquis antérieurs) est donc requise avant chaque cours. Elle est facilitée par la remise d'un dossier indiquant la jurisprudence à connaître (certains arrêts étant approfondis en cours) et la doctrine à consulter.

Thèmes abordés :

- Libre circulation des personnes : libertés de circulation et de séjour, libertés professionnelles. Accès aux activités salariées et non salariées, problèmes liés à la qualification professionnelle, reconnaissance des diplômes...
- Libre circulation des marchandises : notion d'Union douanière, interdictions des entraves pécuniaires et non pécuniaires aux échanges, répression et prévention des atteintes
- Libre circulation des services : contenu et régime de la LPS/ distinction avec la liberté d'établissement)
- Libre circulation des capitaux : contenu et régime, libre circulation des moyens de paiement...)

Plan : (pouvant connaître certains aménagements)

Séance n°1 - (Marchandises)

Introduction

I. Elimination des entraves pécuniaires aux échanges

(Taxes d'effet équivalent à des droits de douane, impositions intérieures, redevances)

II. Notion de mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation et limites à la notion.

Séance n °2 - (Marchandises)

I Situations purement internes et discrimination à rebours

II Exigences impératives et dérogations

III Libre circulation et protection de la santé publique

(principe de précaution et liberté de circulation/ Sécurité alimentaire et gestion des crises)

Séance n° 3 - (Marchandises et capitaux)

I Les moyens de lutte contre les entraves aux échanges

(Instruments législatifs - prévention des entraves techniques aux échanges - harmonisation des législations et « nouvelle approche »)

II Libre circulation des capitaux et des moyens de paiement

Séance n°4 - (Libre circulation des personnes)

I Liberté de déplacement et de séjour

II Liberté d'établissement et libre prestation de services

III Libre circulation des travailleurs salariés

Séance n°5 (libre circulation des personnes)

I Les limites à la liberté de circulation des personnes (textuelles et jurisprudentielles)

II Reconnaissance des qualifications professionnelles

Bibliographie : (ouvrages généraux)

L. Dubouis et Cl. Blumann, *Droit matériel de l'Union européenne*, 3^{ème} éd. Montchrestien 2004

G. Druesne, *Droit de l'Union européenne et politiques communautaires*, 7^{ème} éd. 2002

J. Boulouis/R.-M Chevallier, M. Blanquet/ D. Fasquelle, *Les grands arrêts de la jurisprudence communautaire*, Tome 2, 5^{ème} éd, 2002 Dalloz

Une bibliographie complète sera fournie lors du premier cours.

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Droit social (international, communautaire et interne)

Enseignant, nom et profil : Marie-Cécile AMAUGER LATTES

Nombre d'heures : 20h

Crédits :

Langue du cours : française

Présentation générale du cours :

L'objet du cours consiste, en premier lieu, en une présentation des règles internationales et internes permettant de déterminer le statut social –droit du travail et protection sociale- des salariés envoyés à l'étranger, soit pour occuper un emploi au sein d'une entité appartenant à l'employeur, soit dans le cadre d'une prestation de services. Il s'agit, en second lieu, d'étudier les principales clauses et difficultés juridiques posées par le contrat de travail international soumis à la loi française.

Thèmes abordés :

- droit international du travail et droit social international : définitions et objets,
- le conflit de lois du travail –sources hétéronomes et conventions collectives- ,
- le conflit de juridictions du travail,
- le cas du détachement dans le cadre d'une prestation de services,
- la détermination de la loi de sécurité sociale applicable au salarié mobile –règlements communautaires et droit interne- : risques maladie, maternité, invalidité, retraite, prestations familiales, chômage,
- Le rôle de la Caisse des français de l'étranger,
- Les clauses du contrat international du travail soumis à la loi française,
- Le retour du salarié envoyé à l'étranger.

Bibliographie :

Codes :

- *Code de droit social européen*, Litec
- *Code annoté européen du travail*, Groupe revue Fiduciaire
- *Code du travail*
- *Code de la sécurité sociale*

Encyclopédies juridiques :

- *Encyclopédie Dalloz, Répertoire international*
- *Lamy Mobilité internationale*

Manuels de droit social international ou européen :

- G. et A. Lyon-Caen, *Droit social international et européen*, Précis Dalloz, 8° édition, 1993
- B. Teyssié, *Droit européen du travail*, Litec 2001
- P. Rodière, *Droit social de l'Union européenne*, LGDJ 2002

Manuels de droit du travail français :

- A. Mazeaud, *Droit du travail*, LGDJ, Montchrestien, 4° éd., 2004
- J. Péliissier, A. Supiot, A. Jeammaud, *Droit du travail*, Précis Dalloz, 22° éd. 2004
- JM. Verdier, A. Coeuret, MA. Souriac, *Droit du travail*, Mementos Dalloz, 13° éd., 2004
- *Social pratique*, Mement, édition F. Lefèbvre, 2004

Manuels de droit français de la sécurité sociale :

- JP. Laborde, *Droit de la sécurité sociale*, Thémis droit public, PUF, 2005
- P. Morvan, *Droit de la protection sociale*, Litec, Manuels, 2003

Revue spécialisées :

- *Droit social*, éd. Techniques et économiques, Paris
- *Revue de jurisprudence sociale*, éd. F. Lefèbvre, Paris
- *Travail et protection sociale*
- *Liaisons sociales Europe*
- *Journal de droit international (Chunet)*, éd. du juriscasseur, Paris
- *Revue critique de droit international privé*, Sirey, Paris
- *Revue trimestrielle de droit européen*

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Droit des sociétés (international, communautaire et interne)

Enseignant, nom et profil : Marie-Hélène MONSERIE-BON, Professeur UT1

Nombre d'heures : 20h

Crédits :

Langue du cours : française

Présentation générale du cours :

Le cours a pour objet de donner aux étudiants une présentation des différentes techniques d'implantation des sociétés dans un contexte international.

Thèmes abordés : Acquisition internationale de sociétés, fusions transfrontalières, Joint-venture sociétaires, différentes formes sociales de coopération (société européenne, sociétés par actions, sociétés étrangères).

Plan :

Bibliographie : M. Menjuq, *Droit européen et international des sociétés*, Montchrestien

**MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen**

Titre du cours : Droit de la propriété intellectuelle

Enseignant, nom et profil : Jacques LARRIEU, Professeur de Droit privé, Université Toulouse I

Nombre d'heures : 20

Crédits :

Langue du cours : français

Présentation générale du cours :

Thèmes abordés :

Plan :

Bibliographie :

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Droit fiscal international

Enseignant, nom et profil : Bernard PLAGNET, Professeur agrégé de droit public, Université Toulouse I

Nombre d'heures : 20h

Crédits :

Langue du cours : française

Présentation générale du cours :

L'objectif poursuivi est de donner une vue d'ensemble des questions qui se posent actuellement en Droit fiscal international, c'est-à-dire dans le cadre des opérations se déroulant entre plusieurs pays. Une des évolutions essentielles sur lesquelles il sera insisté est la remise en cause du principe de la souveraineté absolue des Etats en matière fiscale, en raison, notamment, de l'approfondissement de l'harmonisation européenne et des nécessités de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale internationale.

Thèmes abordés :

Les grands principes du droit fiscal international

L'imposition des bénéficiaires des sociétés

L'application de la TVA

Plan :

Introduction générale : Réflexion générale sur le principe de la souveraineté des Etats en matière fiscale.

Partie I : Théorie générale du droit fiscal international

Chapitre I : Le territoire fiscal :

Section 1 : Délimitation :

Section 2 : Critères de rattachement de la matière imposable :

Chapitre II : Les sources du droit fiscal international :

L'absence d'une coutume internationale en matière fiscale ; les conventions fiscales constituent la source essentielle du droit fiscal international

Section 1 : La conclusion des conventions et le Modèle de l'OCDE

Section 2 : Le contenu des conventions (à partir de l'analyse d'une convention)

Sous-Section 1 : Champ d'application :

§ 1)- Le territoire :

§ 2)- Les impôts

§ 3)- Les personnes

Sous-Section 2 : Les règles de partage de l'imposition :

- § 1)- Critères de répartition de la matière imposable :
- § 2)- Les techniques destinées à éviter les doubles impositions :
 - Sous-Section 3 : Le principe de non-discrimination
 - Sous-Section 4 : La coopération administrative :

- § 1)- La procédure amiable :
- § 2)- L'échange de renseignements :
- § 3)- L'assistance au recouvrement
- Section 3 : L'application des conventions :
 - § 1)- Interprétation :
 - § 2)- L'abus des traités :
 - § 3)- La combinaison avec les règles de droit interne

Partie II : L'imposition des bénéficiaires des sociétés

- Chapitre I : L'application des règles de droit interne :
 - Section 1 : Les critères de rattachement :
 - Bénéfice mondial
 - Principe de la territorialité, principe applicable en France
 - Section 2 : Les exceptions à l'application du principe de la territorialité :
 - Sous-Section 1 : L'imputation des pertes subies à l'étranger :
 - Sous-Section 2 : La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale internationale :
 - § 1)- Les transferts de bénéficiaires :
 - A- Règles générales sur les prix de transfert :
 - B- Les textes réprimant les transferts de bénéficiaires et la jurisprudence européenne
 - § 2)- Les particularismes des transferts à destination des « paradis fiscaux » :
 - A- Identification des « paradis fiscaux » :
 - B- Les textes réprimant les transferts vers les « paradis fiscaux » et la jurisprudence européenne :
- Chapitre II : Les règles de droit conventionnel :
 - Section 1 : La définition de « l'établissement stable » :
 - Section 2 : Les règles de calcul des résultats rattachables à « l'établissement stable » :

Partie III : La TVA

- Chapitre I : Les livraisons :
 - Section 1 : L'évolution de la réglementation européenne :
 - Section 2 : Les opérations intracommunautaires :
 - Sous-Section 1 : Les opérations réalisées par des assujettis :
 - § 1)- Les livraisons intracommunautaires :
 - § 2)- Les acquisitions intracommunautaires :
 - Sous-Section 2 : Les opérations réalisées par des non-assujettis :
 - Section 3 : Les opérations « extra communautaires » :
 - § 1)- Les exportations :
 - § 2)- Les importations :
 - Chapitre II : Les prestations de services :
 - Section 1 : Critère général de rattachement :
 - Section 2 : Les opérations « localisables » :
 - Section 3 : Les opérations immatérielles :

Bibliographie :

B.Gouthière, *Les impôts dans les affaires internationales*, Edit. Lefebvre
B.Plagnet, *Droit fiscal international*, Litec.

MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen

Titre du cours : Torts and trust

Enseignant, nom et profil : Professeur Stéphane BEAULAC, Ph.D. (*Cantab.*)

Nombre d'heures : 15h

Crédits :

Langue du cours : anglaise

Présentation générale du cours :

Ce cours examine le régime de responsabilité délictuelle extra-contractuelle de la tradition juridique de common law. Notre étude s'intéressera aux origines britanniques des principes, fondés sur le système de « *writs* », ainsi qu'à leur réception et à leur évolution dans différentes juridictions de common law.

Loin d'être systématisé, le droit applicable à ce domaine comprend un ensemble de règles régissant les délits civils (i.e. « *torts* ») portant atteinte à la personne, aux biens personnels et aux biens-fonds. Même s'ils sont relativement indépendants les uns des autres, on parle généralement de deux groupes de délits civils, soit les délits dits « intentionnels » et le délit de négligence (de nature non-intentionnelle).

Thèmes abordés :

Les objectifs du cours se résument à bien comprendre, à pouvoir appliquer et à savoir évaluer les règles relatives aux délits civils, et ce, en fonction des éléments suivants : a) des principes généraux; b) de leur origine et de leur nature; c) de leurs conditions d'application; d) des règles de preuve pertinentes; e) et des moyens d'exonération. Une introduction aux notions de « *trust* » est également offerte en fin de cours.

Méthode pédagogique :

Le cours sera offert selon la méthode dite « socratique », typique en common law, où les étudiants et étudiantes participent activement aux discussions en classe à travers desquelles, de fait, la matière sera transmise. Le matériel pédagogique devra donc faire l'objet de lectures préalables afin de permettre à tous d'intervenir dans la discussion, de répondre aux questions et d'aider à résoudre les cas pratiques traités en classe.

Plan :

PARTIE I - LES DÉLITS INTENTIONNELS

- 1 Atteintes intentionnelles à la personne et aux biens
 - 1.1 Notions d'intention et de capacité
 - 1.2 Voies de fait (*Assault*)
 - 1.3 Acte de violence (*Battery*)
 - 1.4 Souffrances morales causées délibérément

- 1.5 Séquestration (*False Imprisonment*)
- 1.6 Atteinte intentionnelle aux biens-fonds (*Trespass to Land*)
- 1.7 Atteinte intentionnelle aux biens personnels (*Interference with Chattels*)
- 2 Défenses aux délits intentionnels

PARTIE II - LA NÉGLIGENCE

- 3 Devoir de prudence (*Duty of Care*)
 - 4.1 Devoir en général
 - 4.2 Défaut d'agir (*Failure to Act*)
- 4 Norme de conduite raisonnable (*Standard of Care*)
- 5 Présence de dommage
- 6 Causalité (*Causation*)
- 7 Caractère éloigné du dommage (*Remoteness*)
- 8 Problèmes de preuve
- 9 Défenses au délit de négligence

PARTIE III - TRUSTS

- 10 Introduction aux notions de « trust »

Bibliographie :

- L.N. Klar, *Tort Law*, 3ème éd. (Toronto : Carswell, 2003).
- S. Beaulac *et al.* (dir.), *The Joy of Torts* (Markham, Ont. : Butterworths, 2003).

**MASTER INTERNATIONAL ET COMPARE
In Master droit International et Européen**

Titre du cours : Company law

Enseignant, nom et profil : Julia JONES, Avocate

Nombre d'heures :

Crédits :

Langue du cours : anglaise

Présentation générale du cours :

Thèmes abordés :

Plan :

Bibliographie :